

informations

Comité Régional CGT Occitanie



N° 284

avril 2026



dossier



Femmes dans
la société,
Femmes dans
la CGT !

Edito..... 2

A la une 3

- **Graves menaces sur l'Institut Régional du Travail d'Occitanie**

dossier 7

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT !



Les brèves 19

Construire la riposte en proximité !

Les guerres et crises géopolitiques, partout sur la planète, continuent dans l'indifférence quasi générale. Mais elles heurtent de plein fouet la vie des citoyens du monde :

- que ce soit physiquement, sur les terrains de guerre, où les plus modestes, les femmes, les enfants subissent des décisions prises souvent à des milliers de kilomètres de lieux de leur vie, dans des bureaux ovales ou lieux où vivent les représentants grotesques du capital ;
- que ce soit écologiquement, et les effets durables sur les populations et sur notre planète sont dévastateurs et vont s'inscrire sur des décennies ;
- que ce soit économiquement. Les effets se font sentir, les prix flambent tandis que les salaires et les pensions stagnent. Gaz, électricité, carburants, alimentation, sont livrés à la spéculation, générant des profits considérables pour quelques-uns sur le dos de celles et ceux qui vivent de leur travail ;
- que ce soit sur les droits. Les gouvernements veulent déréglementer un maximum de chose, au nom de l'économie de guerre, et n'hésitent pas à bafouer, partout dans le monde, de plus en plus de droits, jusqu'à bafouer le plus élémentaire droit humain.



Il est temps de changer la donne, collectivement. L'organisation des salariés, des peuples, partout dans le monde, fera reculer ce capitalisme galopant !

A notre échelle, en Occitanie, nous avons posé la question des droits des femmes. Vous retrouvez dans ce magazine, en amont du compte rendu de cette initiative « Femmes dans la société, femmes dans la CGT », 5 visions de nos intervenantes à ces 2 journées : Maryse DUMAS, Myriam LEBHKIRI, Soad BABA AISSA, Monique DENTAL et Christine CARLESSO.

A notre échelle, en Occitanie, nous nous battons pour sauvegarder l'Institut régional du Travail.

A notre échelle, en Occitanie, nous nous battons contre toutes les discriminations, qu'elles soient syndicales ou autres.

A notre échelle, en Occitanie, nous serons mobilisés pour gagner les élections professionnelles dans la Fonction publique et mettrons tout en œuvre pour amener les agents au vote, et au vote CGT !

Alors, mobilisons-nous, dès le 1er mai, pour la paix, pour nos salaires !

Lionel Pastre,
Secrétaire Régional



Comité Régional CGT Occitanie

- 7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE
Tél. 05 61 23 35 52
- 474, allée Henri II de Montmorency
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : cr@cgtoccitanie.fr

site : <https://crgtoccitanie.syndicatcgt.fr/>

N° 284 • avril 2026

Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :

Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie

31300 TOULOUSE

Graves menaces sur l'Institut Régional du Travail d'Occitanie

Il existe en France dix instituts du travail. Les premiers ont été créés à la libération dans un contexte de grandes réformes sociales favorables au monde du travail.

Leur mission de service public est de former des représentants des salarié.es capables d'analyser les transformations économiques et de négocier dans des rapports de force souvent inégaux. La formation y est conçue comme une expérience de démocratisation des savoirs et d'émancipation collective.

L'Institut Régional du Travail (IRT) d'Occitanie rattaché à l'université Toulouse Jean Jaurès, fait partie de ces institutions singulières. Depuis sa création en 2003 il a permis à des milliers de cadres syndicaux d'accéder à des savoirs académiques en droit, histoire, économie, sociologie. Véritable passerelle entre l'université et le monde du travail, il mène des recherches en sciences humaines et sociales du travail. Il a fondé le seul centre en France qui accompagne des syndicalistes, des bénévoles et des élu.es à la validation des acquis de l'expérience (VAE) militante. Mais il est aujourd'hui menacé de disparition sous couvert d'une « rationalisation administrative ».

Depuis 2021, la présidence actuelle de l'université applique en effet une véritable stratégie d'asphyxie de l'institut : Suppression du poste d'enseignant-chercheur qui assurait sa direction, arrêt de formations et de recherches, abandon de l'antenne de Montpellier par retrait des financements

publics, suppression des postes administratifs. Un rapport à charge de l'Inspection Générale, commandité par l'université, parachève cette entreprise en transformant les difficultés de l'institut liées au manque de moyens en défaillances pour justifier son intégration dans un service de formation continue.

Cette intégration est un leurre. Elle signerait la disparition pure et simple de l'institut en le soumettant à une logique de marché incompatible avec sa mission de service public et avec ses statuts fondés sur une double tutelle ministérielle. Ce qui se joue ici ne concerne pas seulement l'IRT d'Occitanie : c'est l'avenir des dix Instituts du Travail qui est menacé.

La suppression de l'IRT d'Occitanie serait une lourde faute politique car elle met à mal les libertés syndicales et le dialogue social en territoire dans une période où l'obscurantisme et les idées d'extrême droite progressent. Elle relèverait aussi du paradoxe historique dans une université qui porte le nom de Jean Jaurès, figure majeure du combat pour la justice sociale et la cause du mouvement ouvrier. Mais ce n'est pas une fatalité. Des solutions existent pour relancer l'institut : reconstituer un conseil d'administration élu, rétablir un poste d'enseignant-chercheur qui assure sa



direction, lui redonner les moyens de réaliser ses projets de formation et de recherche, y compris l'ouverture d'une antenne à Montpellier.

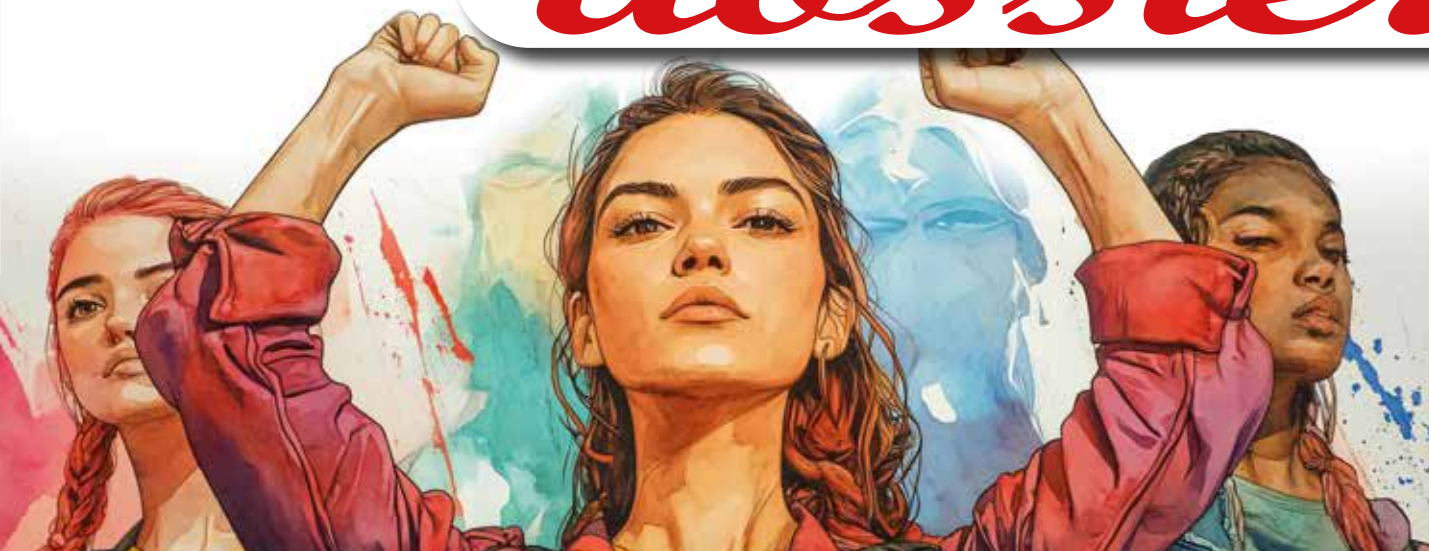
La question centrale est de savoir si l'on a besoin d'une université ouverte capable de dialoguer avec le monde du travail et de contribuer à la vitalité démocratique. Et s'il est acceptable qu'une des plus grandes régions de France soit la seule privée d'un institut du travail. Les pouvoirs publics et la Région Occitanie ont toute légitimité pour s'emparer de cet enjeu. Le combat unitaire, syndical et universitaire, engagé quant à lui depuis trois ans, doit se poursuivre jusqu'au rétablissement de l'IRT d'Occitanie.

Yannick Le Quentrec

Professeur d'Université.

Directrice de l'IRT Occitanie de 2011 à 2021

IDHS-CGT Lot



« Femmes dans la société, Femmes dans la CGT »

A Tarbes les 2 et 3 avril 2026, ce colloque a rassemblé pratiquement 200 camarades venus de toute l'Occitanie pour échanger sur la question et la place des femmes dans la société en général, mais plus particulièrement dans la CGT.

Deux journées avec de très bons débats, une ambiance fraternelle et chaleureuse, ont permis de tracer des perspectives pour un avenir plus radieux. Merci à toutes et tous pour votre participation. En attendant le compte-rendu de cette initiative, veuillez trouver en suivant quelques interviews réalisées par Éric CANTARUTTI, Président de Radio Mon País, auprès de quelques intervenantes: Maryse DUMAS, Myriam LEBKIRI, Soad BABA AISSA, Monique DENTAL et Christine CARLESSO.

Interview de Maryse DUMAS, membre de l'Institut National d'Histoire Sociale et ancienne membre du bureau confédéral CGT

TARBES – 2 avril 2026



Merci Maryse d'accepter de répondre aux questions de Radio mon País.

Une première question, nous voyons actuellement en France les budgets de l'armement et de la guerre qui dépassent celui de l'éducation. En parallèle, nous avons entendu Emmanuel MACRON demander un réarmement démographique. N'est-ce pas selon toi le marqueur spectaculaire d'une paralysie du système capitaliste contre l'évolution des femmes dans la société, une négation du combat féministe ?

Alors déjà, nous avons un président de la République qui est absolument

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

obsédé par la guerre. Contre le COVID, il avait déjà employé un vocabulaire guerrier. On se souvient qu'il avait dit qu'il fallait mener la guerre contre le COVID et qu'il avait constitué des conseils de défense déjà vis-à-vis du COVID, donc une structure militaire. Il est obsédé par cette question. Et il a parlé du désarmement démographique bien avant que nous soyons dans les situations de conflit internationaux dans lesquels nous sommes actuellement. Cette expression est totalement choquante et inadmissible. Pourquoi? Parce qu'elle renvoie à ce qui a été historiquement demandé aux femmes, c'est-à-dire d'être des productrices de chair à canon, de mettre leur utérus au service de naissance d'enfants, qui à 18, 20, 25 ans, étaient envoyés faire la guerre pour être tués sur les champs de bataille. Alors la guerre de 14 en est, je crois, le moment le plus dramatique de ce point de vue, qui a été le plus vécu de cette façon, mais toutes les guerres qui ont succédé ont conduit au même problème. Et associer ce qui doit être un grand bonheur pour les couples, l'associer à cette idée d'armement ou de désarmement, donc à quelque chose de militaire et qui conduit à la mort, c'est quelque chose qui est profondément choquant. C'est ressenti par les femmes, mais au-delà des femmes par les couples, comme tout à fait inadmissible. Alors, ça pose plusieurs questions. Il y a d'abord la question de la paix. Nous, on souhaiterait avoir un président de la République qui soit plus actif en faveur de la paix et, de ce point de vue, qui lorsqu'il parle de la nation et du réarmement

en général, lorsqu'il dit qu'il faut être craint par exemple, il a toujours cette vision strictement militaire de la question de la force, et de la paix et de la guerre. Or nous, à la CGT, nous pensons différemment. Nous pensons que la grande force d'une nation, y compris quand on a une situation internationale aussi difficile que celle que nous avons actuellement, c'est au contraire d'être démocratique, d'être unis, avec un gouvernement dont on peut attendre qu'il permette à la nation de s'unir pour une conception du développement fondée justement sur le progrès humain, la satisfaction des besoins, des relations de paix et des relations de paix avec les autres peuples. Je lisais une statistique, il y a 2 jours, qui montre qu'actuellement 1 humain sur 2 sur la planète est dans un pays en guerre! C'est quelque chose qui doit nous révolter. On a besoin de paix, c'est la paix qui permet le progrès, c'est la paix qui permet la démocratie, c'est la paix qui permet les libertés! Au contraire, l'économie de guerre dont Emmanuel MACRON ne se prive pas de parler non plus, l'économie de guerre, on en a déjà fait l'expérience dans notre pays et d'autres pays la font. L'économie de guerre, c'est toute une économie qui est tournée vers la production des armes et qui demande, comme l'a dit récemment un haut gradé de l'armée française, le chef d'état-major je crois, de se préparer à perdre ses enfants. Mais enfin, on ne fait pas des enfants pour les perdre à la guerre. On fait des enfants pour qu'ils aient une vie meilleure que la nôtre. Et cet abandon du sens humain, du progrès, est quelque chose de tout à fait révoltant.

Maintenant, en ce qui concerne les questions démographiques, parce que nous savons que nous sommes dans un pays où la démographie s'affaiblit, il y a moins de naissances par couple qu'autrefois, ça pose de nombreuses questions. Personne n'a toutes les réponses, même les experts n'ont pas toutes les réponses, on ne sait pas exactement pourquoi. Cependant, on a des questions sur lesquelles on pourrait regarder de plus près. Alors, bien sûr, il y a tout ce qui concerne les politiques familiales, aider les couples à avoir des enfants, surtout à pouvoir les faire garder, à pouvoir avoir une conception du travail qui permette de mener les 2 de pair pour les parents de jeunes enfants, le travail et puis l'éducation des enfants, mais au-delà de ça, par exemple, les questions environnementales. Un rapport récent parle de la présence du cadmium dans tout ce que l'on mange en fait. Donc il ne faudrait plus manger de céréales, de farine, de pommes de terre... On se demande ce que l'on va manger! Et dans les conséquences qu'a cette trop grande absorption de cadmium, il y a précisément la baisse de la fécondité. Il y a actuellement des facteurs environnementaux qui jouent énormément en termes de baisse de la fécondité, que ce soit la fécondité masculine ou la fécondité féminine. Il serait quand même bien plus intéressant de s'intéresser à ces sujets là et de prendre les mesures qui conviennent pour une transition climatique qui permette de, à la fois, vivre en paix et de vivre dans une planète qui est elle même respectée par les humains que nous sommes. Ça serait bien plus profitable plutôt que

de penser aux armes de guerre pour faire exploser la planète comme c'est le cas aujourd'hui.

Et puis je voudrais terminer sur ce sujet en disant qu'il faut permettre aux femmes et aux couples qui souhaitent avoir des enfants de les avoir dans de bonnes conditions. Il faut aussi admettre que tout le monde n'a pas envie d'avoir des enfants et que ce désir ou ce non-désir doit être respecté et aidé dans tous les cas.

Maryse, à travers tout ce que tu viens de développer si je comprends bien, il y a également un message envers les organisations progressistes que de dire que les combats qui sont menés, notamment par la CGT, sont une lutte pour la paix ?

Absolument. La lutte pour la paix est intrinsèque au syndicalisme CGT. Depuis toujours, la CGT se situe, alors à sa naissance, au XIXe siècle, on parlait d'internationalisme prolétarien. C'est la fameuse formule de Marx « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ». C'est à dire que le syndicalisme de classe, incarné par la CGT, considère que c'est le capitalisme qui met en opposition et en concurrence les salariés des différents pays. Mais que les salariés n'ont aucun intérêt à se faire la guerre. Ils ont au contraire intérêt à se serrer les coudes pour obtenir justement des critères de production qui permettent de satisfaire les besoins des uns et des autres. Par exemple, ce sont les capitalistes qui délocalisent les industries de pays où la main d'œuvre est correctement rémunérée pour des pays où elle est maltraitée, mal payée, etc. Mais ce sont les capitalistes qui

ont intérêt. Nous, au contraire, en tant que syndicat et avec les autres syndicats des pays du monde, nous nous battons pour que les productions soient réalisées le plus près possible de l'endroit où elles vont être consommées, de l'endroit où il y a des besoins pour les consommer, et qu'elles fassent l'objet de coopération entre les pays. Au lieu de faire du dumping social, on a au contraire besoin de coopération pour faire remonter l'ensemble des situations sociales vers le haut. Mais ça, ça suppose de s'en prendre au profit, à la logique des profits donc au système capitaliste qui est actuellement dominant dans le monde. Mais la question de la paix est au-delà des intérêts de classe. Elle est fondamentale parce que rien n'est possible sans la paix.

Nous sommes en France, nous avons la chance que notre pays, sur son territoire métropolitain, soit en paix depuis des années. Il ne faut pas oublier que c'est un pays qui a aussi fait la guerre à l'extérieur. On pense à tous les pays anciennement colonisés auquel la France a fait la guerre et puis on pense à la guerre du Golfe, on pense à un certain nombre d'interventions militaires en Afrique ou au Moyen-Orient. Donc la paix, pour la CGT, c'est aussi faire pression sur notre propre gouvernement pour qu'il ne lance pas, ne se lance pas et qu'il ne lance pas notre peuple dans des aventures qui se retournent toujours, non seulement contre les premières victimes des bombardements des guerres dans les autres pays, mais aussi contre le peuple de France, si jamais le gouvernement actuel nous entraînait dans une aventure de ce

type.

Parce que toute guerre, toute économie de guerre concentre les efforts vers le militaire au détriment de la satisfaction des besoins sociaux, au détriment des revendications sociales aussi, au détriment de la démocratie, donc toutes les raisons militent pour qu'on agisse fortement pour la paix.

Peut-être un dernier mot pour l'équipe qui a mis en œuvre ce colloque, à Tarbes, un colloque qui est déjà une réussite, ne serait-ce que par sa fréquentation. Il est venu des militant.es de tous les départements d'Occitanie. Quels sont les encouragements que tu donnes à cette équipe d'une part et, d'autre part, quel est le message que tu envoies aux autres régions qui peut-être pourront en faire de même ?

Déjà, je félicite l'équipe qui a eu cette idée. Déjà, il faut avoir l'idée. Ensuite, il faut la mettre en œuvre. J'ai entendu qu'il y a eu un an de préparation et je pense que ça le mérite et que c'est nécessaire. Ce que je trouve d'absolument réussi, alors que l'on n'est qu'à la moitié du colloque, c'est la participation nombreuse et le fait qu'il y a beaucoup d'hommes dans l'assemblée. Moi, je suis féministe depuis très longtemps. Je participe à beaucoup d'initiatives de la CGT et je sais qu'il est difficile de faire venir des hommes dans les réunions consacrées à la situation des femmes. Or là, ils sont là ! Les principaux militants sont présents et donc ça prouve qu'il y a eu une préparation du collectif bien sûr, mais aussi une préparation politique dans les organisations, dans

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

les unions départementales qui composent la région.

Ça c'est très important parce que ça change la nature des débats et ça montre qu'on va réussir à progresser ensemble. Le choix de la CGT, c'est d'être une organisation mixte, c'est-à-dire une organisation dans laquelle il y a des femmes et des hommes. On ne peut pas faire, dans une organisation mixte, progresser la cause des femmes si des hommes ne la font pas progresser aussi. Surtout que dans la CGT, compte tenu de son histoire, ce sont les hommes qui sont les plus nombreux à tenir les responsabilités les plus importantes. Donc le fait qu'ils soient là aujourd'hui, qu'ils interviennent, qu'ils donnent leur avis, etc, c'est le signe que la CGT est en train de faire des progrès gigantesques sur ces questions.

Et puis j'aime beaucoup la tonalité de ce colloque. Je trouve qu'il y a beaucoup de chaleur humaine, beaucoup de simplicité, de plaisanteries. Il y a une ambiance formidable. Là, on vient de faire un Kahoot, comme on dit, en direct. C'est une espèce de quiz en direct où on répond avec les téléphones portables. Il y a eu une ambiance incroyable, c'est formidable.

Vraiment je trouve que l'organisation est absolument nickel, je ne vois aucun défaut, mais par contre je vois une possibilité pour la CGT de progresser à vitesse grand V qui me réjouit et me rend très confiante pour l'avenir.

Et oui, oui, oui, il faut absolument vendre l'idée de cette initiative, vendre gratuitement bien sûr, à d'autres régions et d'autres organisations de la CGT. Je pense que les camarades qui auront participé vont sortir plus à

la fois plus affirmés dans leur volonté de faire progresser ces questions-là, mais aussi plus resserrés entre eux. Ils vont avoir noué des liens de compréhension, de sympathie, de fraternité, des liens d'amitié. Cela va bénéficier à l'ensemble de la région d'une façon ou d'une autre. Alors 1 000 bravo !

Merci Maryse pour ces paroles que tu as consacrées à Radio Mon País. Merci beaucoup.

Interview de **Myriam LEBHKIRI, membre du bureau confédéral CGT, en charge des questions féministes**

TARBES – 2 avril 2026



Merci Myriam d'être au micro de Radio Mon País. Il y a quasiment 10 ans, jour pour jour, était adoptée une loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. Que peux-tu nous en dire ?

La loi abolitionniste concernant la prostitution, ça a été vraiment une avancée pour considérer les personnes qui sont en situation de prostitution comme des victimes et les clients et les proxénètes comme des agresseurs des personnes victimes. Alors ça a permis d'inverser les choses, ça a permis déjà de supprimer ce qu'on appelait avant le délit

de racolage, c'est à dire que les personnes victimes de prostitution étaient pénalisées et les clients n'étaient pas pénalisés, donc ça a permis de protéger les personnes en situation de prostitution et on a même, avec cette loi, on a réussi à obtenir des droits pour ces personnes, pour des droits notamment financiers, pour leur parcours de sortie de la prostitution. La CGT a vraiment été à l'œuvre pour porter cette loi. Sur le système abolitionniste, on est une organisation syndicale qui s'est rapidement positionnée. Déjà, avec notre œil d'analyse du travail, on ne peut pas considérer la prostitution comme étant un travail puisque, si on parle de travail concernant la prostitution, ça veut dire qu'on se dit qu'être violé, subir des tortures, c'est légitime au travail. Et donc on perd toute notion de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Il n'y a pas de romance dans la prostitution. Comme beaucoup de personnes, j'ai vu « Pretty Woman ». Ce n'est pas du tout romancé comme ça la prostitution. L'âge actuel d'entrée dans la prostitution, c'est 14 ans, donc il y a un travail spécifique à faire dans l'éducation nationale. C'est pour ça que l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle est extrêmement importante à mettre en place dans l'éducation nationale. Donc je rappelle, l'âge d'entrée, c'est 14 ans. On compte à peu près 40 000 victimes de la prostitution et, parmi ces 40 000 victimes de la prostitution, 96 % des personnes qui sont entrées y sont entrées dans un parcours de violence. Donc, en fait, lutter contre les violences sexistes et

sexuelles dans l'enfance et dans tout le parcours est extrêmement important puisque l'entrée en prostitution cible ces vulnérabilités. Du fait d'avoir été victime, du fait d'être dans un parcours d'exil, beaucoup de personnes en situation de prostitution sont des migrantes qui n'ont aucun statut et qui trouvent cette échappatoire pour pouvoir survivre, dans des réseaux de traite extrêmement sordides !

Donc on est vraiment sur une position abolitionniste. Dans le cadre des 10 ans, il y aura une manifestation nationale, à Paris, à 15h00, dimanche prochain, et la CGT sera présente à un colloque à l'Assemblée nationale. La question de la prostitution, moi, je pense qu'il faut en être fier puisque les devancières sur la question, c'est Sabine REYNOSA, une très grande militante féministe de la CGT et une autre très grande militante féministe de la CGT, Sophie BINET, qui a vraiment travaillé là-dessus en 2016.

Il y a une directive européenne sur la transparence des rémunérations qui vient donc d'être adoptée. Sur ce point-là, est-ce que tu as un commentaire à faire ?

Alors j'ai commentaire et coup de gueule sur la transposition de la directive européenne. Déjà, peut-être rappeler, de façon très courte, les enjeux. La directive européenne « transparence des rémunérations » a été votée au niveau européen en 2023. Tous les États membres sont censés la mettre en place avant juin 2026, donc demain. Et, en fait, il n'y a toujours pas de loi finale qui est proposée, ce n'est toujours pas inscrit à l'agenda parlementaire. On

a un gouvernement français qui tarde à la mettre en place. Pourquoi ? Parce qu'il y a des réticences patronales énormes, parce que cette directive, c'est un point de levier extrêmement important pour faire la transparence des rémunérations, ça veut dire qu'on va pouvoir discuter de qui perçoit quoi dans l'entreprise. Ça fait la transparence des rémunérations à l'embauche, ça veut dire que l'on ne va pas perpétuer les discriminations à l'embauche et ça permet aussi de calculer les écarts de rémunération en prenant en compte les catégories de travailleurs travaillés à la valeur égale.

Donc cette transparence, ça change le paradigme dans la fonction publique, ça change le paradigme dans le privé, c'est à dire que, au lieu d'individualiser les carrières, d'individualiser les rémunérations, on va la jouer collectif. La réticence du patronat est extrêmement hostile. Ils essaient de dévitaliser à la source les boudiers qu'on pourrait obtenir avec cette directive. On a des concertations extrêmement radicales de leur côté. Ils ne veulent absolument rien concéder au monde du travail alors que c'est la directive qui prévoit les choses et puis on a un gouvernement qui sert de passe-plat, comme dans beaucoup d'autres cas de figure.

Autre chose. La directive prévoit des sanctions dissuasives pour les entreprises qui discriminent et là, ce dont on nous parle, c'est d'une pénalité éventuellement de 450 €. Donc dissuasif pour quelle entreprise, on se le demande. Donc là, lorsque ça sera inscrit à l'agenda parlementaire, il va falloir que les parlementaires

fassent des amendements pour que la directive et le projet de loi soit utile au monde du travail.

Ensuite, nous, dans notre organisation, et pour le monde du travail, il va falloir sensibiliser, informer sur les enjeux de la directive, sur les droits nouveaux qui vont en découler, ça va être vraiment une période extrêmement intéressante et, on espère, de bouger féministe sur le sujet.

Tu es présente sur ce colloque. C'est quasiment une première au niveau régional en France. Est-ce qu'il y a quelque chose que tu veux en dire parce que 160 personnes rassemblées dans l'hémicycle de la bourse du travail de Trabes, il y a un symbole. Il y a quelque chose qui est quand même spectaculaire sur l'évolution plutôt positive des choses sur la question féministe ?

Tout à fait. Déjà merci vraiment de me permettre d'être présente à ce colloque qui est vraiment unique en son genre et j'espère que ça donnera des idées aux autres comités régionaux de le mettre en place au sein de leur région.

En plus, à l'ordre du jour, ce sont des questions passionnantes : celles de la place des femmes dans la société, la place des femmes dans la CGT. Cet après-midi, on va regarder un peu plus dans notre organisation parce que, si on porte le féminisme dans notre organisation, on peut le porter auprès du monde de travail de manière crédible et on peut changer la société et changer la réalité des travailleurs et des travailleuses. Moi, je suis extrêmement enthousiaste et je discutais avec les participants, les

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

participantes. En fait, c'est un moment de sororité, de fraternité extrêmement intéressant et puis on sait qu'il y a du travail encore pour garantir la place des femmes dans notre organisation, pour garantir le droit des femmes. La période actuelle est extrêmement inquiétante, que ce soit au niveau international, que ce soit au niveau européen et même en France, sur les droits des femmes. Je pense que c'est notre devoir en tant que CGT d'être toujours la boussole et de ne pas être en recul sur ses droits et de d'en gagner des nouveaux et je crois que ce qui est fait aujourd'hui, ça participe vraiment à bouger la société, à bouger la CGT!

Merci Myriam, au micro de Radio Mon Païs.

**Interview de Soad BABA
AISSA, Membre de la
Direction nationale de
« Femmes solidaires » –**

TARBES – 2 avril 2026



Soad, merci d'être au micro de Radio Mon Païs. Vous êtes invitée à ce colloque « femmes dans la société, femmes dans la CGT ». Un lien existe entre liberté, liberté d'expression, combat féministe et une histoire contemporaine très violente. Quel serait votre message, quelle lecture

en faites-vous et avez-vous peut-être un message d'espoir à faire passer notamment à travers la réussite de ce genre de moment?

Déjà, je suis très contente d'avoir été invitée à ce colloque, à Tarbes, parce que « Femmes solidaires » est quand même un mouvement d'éducation populaire, même si nous sommes plus axés sur une éducation populaire féministe, mais on ne peut pas séparer les questions féministes de toutes les questions sociales. Les questions féministes sont transversales à l'évolution de la société et à toutes les questions sociales et sociétales de la société française, mais pas que françaises, puisque, aujourd'hui, dans un contexte international, la question féministe est primordiale pour appréhender ces questions-là.

Ce colloque, il a son importance parce que, chez Femmes solidaires », nous avons une majorité de nos adhérentes aussi qui sont pleinement impliqués à la CGT, dans le militantisme de la CGT, elles ont des responsabilités où elles peuvent être de simples militantes au sein de ce syndicat et, en fait, il est très bien aujourd'hui qu'il y ait cette convergence entre syndicalisme et féminisme. Il est nécessaire de voir la question du syndicalisme avec des yeux féministes pour permettre l'émancipation à la fois des femmes mais aussi des hommes. Parce que si nous avons quelque chose à détruire en commun, et je fais exprès de parler de mot destruction, même si aujourd'hui nous sommes dans un contexte de guerre et qu'on est plutôt antimilitariste, mais c'est de détruire la prison patriarcale dans laquelle sont enfermées les femmes mais sont

aussi enfermés les hommes. On le voit bien avec tous les mouvements masculinistes et les mouvements d'extrême droite, conservatiste, etc, qui veulent reprendre la main sur l'émancipation et la liberté des femmes. Ils ont un discours de sexisme bienveillant pour endormir l'électorat féminin. Cet électorat féminin risque de tomber dans un piège social très important, avec des reculs très importants sur les conquises qu'elles ont eu et que les féministes ont eu, et ce piège social, il se présente en tenant un discours de protecteur, de protection des classes populaires, etc.

Mais lorsque l'on regarde leurs votes, dans les différents parlements, que ce soit au Parlement national ou au Parlement européen, ils vont à l'encontre de tout ce qui est les questions d'égalité, les questions qui peuvent améliorer la situation des femmes, d'un point de vue professionnel, que ce soit en termes de salaire, que ce soit en termes d'égalité professionnelle, que ce soit en termes de d'accès à la culture, d'accès au droit. On l'a bien vu même sur la question de la constitutionnalisation du droit à l'IVG. On l'a vu dernièrement sur la charte des droits fondamentaux pour que les femmes des autres pays puissent accéder au droit à l'avortement. Ils ont voté contre où se sont abstenus! Voilà!

Vraiment, il est important pour nous d'alerter les femmes sur les dangers que représentent le sexisme ordinaire, aussi bien que le sexisme hostile, à leur à leur rencontre.

Ce matin, nous avons parlé de ce qui se passe à Béziers. Ça fait écho à ce

que vous dites sur l'extrême droite, mais on s'aperçoit que l'extrême droite arrive à se maintenir à un haut niveau dans des lieux, comme par exemple Béziers, dirigés avec des idées plutôt passéistes, des idées rétrogrades et avec un paternalisme particulièrement ancré profondément. Comment expliquez-vous que, lors d'élections, ils puissent réussir à endoctriner la population alors qu'on se rend compte que les chiffres, que ce soit au niveau de la sécurité, de la pauvreté et de la précarité, sont plutôt en hausse ?

Avant de parler de leurs résultats, je pense qu'il est nécessaire de rappeler qu'il y a un taux d'abstention qui est très important. Et dès lors qu'il y a un taux d'abstention très important, nous voyons toujours les mouvements extrémistes, et surtout l'extrême droite, faire son haut niveau de pourcentage. Parce que, en face, il n'y a pas les partis politiques qu'il faut pour pouvoir contrer et amener les abstentionnistes à venir voter. Je pense que c'est là où il y a un véritable problème de démocratie. Il est important que les partis progressistes, tous ceux qui apportent le progrès, l'émancipation, reprennent du poil de la bête pour démontrer que les parties d'extrême droite ne sont pas les alliés de la classe populaire et sont encore moins les alliés des femmes.

Béziers en est un exemple, Perpignan en est un exemple. Dans ces villes, ils vont être à leur 2e ou 3e mandat, ce qui va leur donner encore plus d'impunité pour aller à l'encontre de mesures favorables socialement, tant pour les femmes, que les populations migrantes et que même le citoyen

lambda. Je prends l'exemple des loyers. Le loyer est quelque chose aujourd'hui qui est, dans d'autres communes où collectivités locales, encadré, etc, et qui risque d'être déréglé. Je prends l'accès aux crèches, je prends les écoles, l'éducation. Je prends la culture. Ce sont des domaines où les extrémismes portent atteinte à tout ce qui est facteur d'élévation sociale, à tout ce qui est facteur d'élévation intellectuelle et d'émancipation des êtres humains.

Alors, comment faire ? Le comment faire, c'est justement d'avoir un message d'espoir pour les populations et c'est surtout d'apporter de l'argumentation, pas de faire croire que ceux qui votent RN seraient des imbéciles. Les gens qui votent RN tentent de trouver de l'espoir, tentent de trouver des réponses à leurs questions sociales. Mais ce ne sont pas ces partis-là qui vont leur apporter des réponses. Et le temps qu'il y ait la prise de conscience par rapport au fait qu'il n'y aura plus de réponse, parce qu'on a des gens qui leur parlent de sécurité et qui pense que, en mettant des caméras dans les villes à outrance, ça va régler les problèmes de sécurité. La première des sécurités, aujourd'hui, que réclame les populations, c'est de la sécurité alimentaire, c'est de la sécurité au travail, d'être sûr d'avoir un travail, c'est de la sécurité en tant que femme !

Non pas dans une lutte en dénonçant les violences faites par les personnes issues de l'immigration, alors que l'on sait très bien aujourd'hui que les violences, c'est dans tous les milieux sociaux, et que le lieu où il y a le plus de violence contre les femmes, c'est la

famille. C'est là où elles sont le plus en danger. C'est là où existe l'inceste, c'est là où existe le viol, c'est là où les enfants sont maltraités, c'est là où il y a les violences intrafamiliales. On l'a bien vu pendant la période du COVID, les violences ont augmenté, dès lors que les femmes se sont retrouvées confrontées à leur bourreau au quotidien et les enfants aussi.

Donc nous devons travailler à cette éducation populaire, à avoir des argumentaires pour démontrer, il faut vraiment qu'il y ait une prise de conscience, que ces partis-là ne sont pas les alliés de la classe populaire, ne sont pas les alliés de la classe moyenne en leur faisant croire qu'ils sont déclassés, en tenant des arguments sur les populations étrangères, en faisant croire qu'elles viennent voler leur travail ou alors qu'elles ont trop de droits sociaux. Ce n'est pas vrai ! Les étrangers n'ont pas des droits sociaux dès qu'ils arrivent sur le territoire. Il y a des lois qui démontrent bien qu'ils n'ont pas des droits tout de suite.

Et puis faut se poser la question écologique ? Sont-ils des écologistes aujourd'hui ? Sont-ils pour le développement durable ? La sécurité, justement, des territoires, c'est aussi la question écologique et que ce n'est pas simplement de la police répressive contre les populations ! Ce que l'on est en train de nous proposer comme programme, c'est un retour à l'ordre social qui remonte à 50 ans voire 60 ans en arrière, si ce n'est pire, et c'est un bruit de bottes qui va favoriser le capitalisme, voire l'impérialisme. Ce n'est pas un bruit de chaussures qui permettraient de vivre sereinement

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

dans une société.

Un message d'espoir ?

Oui, bien sûr que j'ai un message d'espoir. Je pense que les féministes aujourd'hui sont celles qui peuvent amener la révolution, la révolution sociale, un véritable mouvement social parce qu'elles amènent à réfléchir, pas seulement les femmes, elles font réfléchir les hommes, et c'est une question d'émancipation humaine. C'est l'humanité et il faut que l'on comprenne que le mouvement féministe, ce n'est pas la prise de pouvoir sur les hommes. Un mouvement féministe, c'est un mouvement d'émancipation qui permet aux hommes et aux femmes de vivre sereinement dans la société.

Merci Soad et merci d'avoir été sur les ondes de Radio Mon Païs.

Interview de Monique DENTAL, animatrice du réseau féministe « Ruptures »

TARBES – 3 avril 2026



Je suis Monique DENTAL animatrice du réseau féministe « Ruptures ». C'est une association en rupture avec un certain nombre de valeurs que l'on conteste dans la société, rupture avec

le système patriarcal, rupture avec le système capitaliste néolibéral et rupture avec un certain nombre de questions qui sont bien développées par rapport à la présentation de nos activités, c'est à dire par rapport aussi à tout ce qui est des questions racistes et puis rupture par rapport évidemment à tout ce qui est des questions de l'environnement. C'est une association qui est fondée sur des valeurs universalistes, paritaires et laïques.

Monique DENTAL, merci d'être au micro de Radio Mon Païs. Une première question par rapport à aujourd'hui, à ce qui se passe donc à Tarbes. L'histoire du combat féministe pour l'amélioration et la prise en compte des conditions féminines est un combat long. Selon vous, ce colloque est-il un marqueur supplémentaire dans une évolution positive ?

Oui. Il faut voir que l'on vient quand même de loin. La domination patriarcale, c'est des siècles de domination. Donc oui, on vient de loin. Il n'y a encore pas si longtemps, par exemple, les syndicats n'étaient pas d'accord avec le travail des femmes. Il a fallu un certain nombre de luttes de femmes féministes, accompagnées d'hommes, parce qu'il y a eu toujours dans les luttes des féministes pour leurs droits des hommes qui ont lutté à leur côté quand même. Par exemple, l'émancipation des femmes sur le plan économique date de 1966 ! Le droit à travailler sans l'autorisation du mari date de 1967. Ce n'est pas si ancien que ça. On peut témoigner, que même si le temps a passé et qu'il est relativement long en fonction de

l'âge qu'on a, il n'y a encore pas très longtemps, on se rendait compte que ce n'était pas si simple que de pouvoir travailler sans l'autorisation du mari.

Si le syndicalisme, et la CGT en particulier, est maintenant tout à fait en mesure de prendre conscience de ces éléments-là, parce qu'il se trouve que les luttes féministes ont beaucoup fait le lien avec les luttes syndicales dans les années justement que j'ai évoquées hier dans mon exposé, on est maintenant dans une situation de convergence. On n'est plus dans la situation où on luttait chacun dans nos secteurs et maintenant les convergences sont réalisées entre les mouvements féministes, les mouvements syndicaux et quelques mouvements politiques aussi, des partis politiques qui acceptent aussi de travailler en commun, sur comment on va constituer et construire la société qui passe nécessairement par, évidemment, la lutte contre le système patriarcal.

Il structure toutes les organisations, quelles qu'elles soient. Les paysans, au niveau du syndicalisme, sont réelles parce qu'il est bien évident qu'à partir du moment où on touche à des hommes et des femmes qui ont envie de s'engager, ces hommes et ces femmes sont aussi le résultat de la société patriarcale. Il n'y a rien d'étonnant qu'il y ait des hommes, et des femmes aussi d'ailleurs, qui véhiculent les valeurs patriarcales dans la société. Certains n'en ont même pas obligatoirement conscience. D'où la nécessité de faire les formations sur les luttes féministes dans l'histoire parce qu'on comprend mieux d'où on vient, dans quoi on s'inscrit, et quels

étaient les contextes qui ont fait que les syndicats, pour un certain nombre de raisons, ont mis beaucoup de temps avant d'avoir conscience qu'il n'y avait pas que le système capitaliste à combattre et les questions de classe, mais qu'il fallait aussi combattre le système patriarcal qui renforce le capitalisme quand il n'est pas combattu ! C'est lié complètement.

Ce n'est pas facile d'appréhender toutes ces questions parce qu'elles demandent des approches, d'abord très développées, à comprendre, à fouiller, et elles demandent des solutions. Je pense que là on est passé dans une autre phase maintenant.

Moi, j'ai un certain âge qui fait que j'ai vu effectivement les évolutions puisque j'ai été combattante pour les droits syndicaux, avant que ces droits existent, dans les années 1965-1967. Le délégué syndical n'existe plus, ça date de l'après 68, la reconnaissance du délégué syndical et, par exemple, on voit bien la différence qu'il y a eu entre le moment où il fallait faire des sitting, dans l'entreprise, pour faire reconnaître le travail syndical et le moment où on a été reconnu et où on a pu effectivement, tout à fait normalement, faire du travail avec les employés dans les entreprises.

La 2^e étape, ça a été lorsque les groupes femmes de quartier ont créé des groupes femmes d'entreprise, dans les années 1975-1980, avec beaucoup de femmes qui luttait dans leur propre organisation et leur propre organisation de travail, toutes ces femmes qui ont fait la jonction avec le féminisme dans la rue, qui se battaient pour avoir un certain nombre de droits, surtout à partir de

droits à la contraception et à l'IVG et qui, par leur réunion, ont posé la question du travail, donc du droit des femmes au travail.

C'est cet ensemble-là qui a permis de poser tous les problèmes que nous avons vécus, là depuis 2 jours, et qui aujourd'hui sont vraiment passés dans une phase nouvelle. Maintenant, comment on fait pour résoudre les pesanteurs du système patriarcal, et pas seulement du système capitaliste, dans le cadre du syndicat ? Ce matin, c'était très intéressant parce qu'on a bien vu dans le détail comment se passait justement toutes les cellules de veille par rapport aux violences, aux violences que subissent les femmes par rapport au système patriarcal, et puis aussi comment ça se met en œuvre. Ce n'est pas très simple parce qu'on est bien obligé de prendre la mesure des choses et de faire des choix. Lorsque Maryse DUMAS a expliqué que, d'abord, on prend position pour la victime. Ce n'est pas évident de prendre position pour la victime. D'emblée, ça ne se fait pas obligatoirement. On peut avoir une certaine culpabilité, de se dire mais si je prends position pour telle personne, alors je ne sais pas vraiment en gros ce qui s'est passé. Ça veut dire que je peux laisser l'autre de côté.

Ce que fait maintenant la CGT, c'est qu'elle traite de l'ensemble des personnes qui sont concernées par la question des victimes. Donc ça c'est très important de voir comment les expériences nous permettent d'aller beaucoup plus loin à l'heure actuelle. On est passé avec les cellules de veille. Je pense que l'on a déjà la possibilité de tranquilliser les victimes

pour leur faire comprendre et faire reconnaître aux agresseurs qu'elles sont des victimes. Ça, c'est une première phase et c'était indépassable. Si on ne fait pas ça, on ne peut pas construire la suite. Mais ce n'est pas évident non plus parce qu'il faut voir comment on fait pour que ceux qui ne sont pas obligatoirement d'accord avec cette phase-là continuent à exprimer leurs doutes, pour que l'on travaille là-dessus avec eux et que l'on fasse en sorte qu'ils adhèrent, mais qu'ils adhèrent d'eux-mêmes, pas simplement parce que c'est une idée juste et que l'on doit prendre position pour la victime. Ce n'est pas tout simple.

On traite vraiment avec l'humain, là on est vraiment dans la question de l'humain. Ce qui n'a jamais été véritablement posé de cette manière-là dans les syndicats et les partis politiques. L'humain n'était pas au cœur de la mobilisation pour justement le militantisme syndical ou politique. C'était plutôt des idées, les idées de la libération, les idées d'émancipation, les idées de construire le socialisme, les idées de renforcer le syndicalisme, mais l'humain n'était pas là pour véritablement montrer qu'il avait, en tant qu'humain, des problèmes qui devaient être pris en compte par le syndicat. On est maintenant dans cette phase. Ça, c'est très intéressant parce que l'on est obligé de travailler sur l'ensemble des problèmes qui se posent et de voir quelles modalités on donne, quel type de résolution on donne à chacun des problèmes. C'est quelque chose qui est très délicat et qui est complexe à mettre en œuvre. La 2^e phase, encore, qui n'est pas atteint mais qui va qui va bientôt se

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

poser, c'est que, puisqu'on est dans une société où maintenant on fait des convergences de luttes, entre les travailleurs dans la société, syndiqués ou non syndiqués, les mouvements sociaux qui existent, et ils ont tous leur importance, autant que le syndicalisme et les partis politiques, même s'ils ne sont pas dans les mêmes secteurs, on arrive à constituer des organisations où on se rend compte et on travaille ensemble. C'est très important aussi parce que, pour changer véritablement la société, y mettre des valeurs d'égalité, d'humanisme, il faut qu'on travaille avec les personnes qui pensent chacun dans leur secteur ces questions-là et qu'on les mette en commun pour voir comment on peut progresser.

Par exemple, moi, je fais partie d'un groupe qui s'appelle le « forum sur la santé des femmes au travail ». On a fait des assises pour la 3e année. Il est constitué de femmes et d'hommes appartenant à des secteurs de la société civile, de toutes sortes, de femmes et d'hommes qui sont dans des syndicats, et on a décidé de travailler ensemble sur un certain nombre de questions, dont la santé des femmes au travail. On se rend compte qu'il y a, à l'intérieur de cette structure, des hommes qui sont syndiqués, CGT ou pas CGT. Ils sont syndiqués et ils utilisent le travail dans cette structure pour asseoir leurs fonctions de pouvoir ou ce qu'ils veulent avoir comme pouvoir dans le syndicat, en instaurant à l'intérieur donc de cette structure-là, qui n'est pas un syndicat, qui est beaucoup plus large, des rapports de force. Et dans ces rapports de force, il y a des violences faites aux femmes

de la part de ces syndicalistes. Ils ont été dénoncés par des personnes qui ne sont pas syndiquées et qui dénoncent ces rapports de force-là. Evidemment. Cette utilisation de la violence à des fins manipulatoires. Tout ce que l'on a vu aujourd'hui est à l'intérieur du syndicat. Maintenant, on va passer à une autre étape qui est comment ces hommes-là, et ça peut être des femmes d'ailleurs, mais beaucoup plus des hommes quand même, utilisent ça comme moyen de pouvoir dans leur syndicat? Là, on est dans une autre phase. C'est assez intéressant de voir comment, à partir du moment où on met en place les choses, on en découvre d'autres. Et c'est normal.

Cela voudrait dire que, justement, l'outil démocratique ne se suffit pas à lui-même pour pouvoir contrecarrer des phénomènes de cet ordre?

Non, ce n'est pas suffisant l'outil démocratique, parce qu'il y a l'outil démocratique mais chaque personne existe à part entière et elle agit, et pas obligatoirement avec les préconisations de l'outil démocratique. Elle a d'autres perspectives qui sont beaucoup plus individualistes, personnelles, et qui peuvent contrecarrer d'ailleurs le syndicat qu'elle représente. On le voit bien, donc non, non. Moi, je pense que ce que l'on a fait hier matin, qui était une formation en fait pour donner aux militants syndicaux de la CGT tous les éléments de connaissance du passé. Pourquoi on parle de mouvement des femmes aujourd'hui? Pourquoi on parle d'émancipation des femmes? Pourquoi on parle de la question

des violences? C'est bien parce que tout ça, c'est le résultat d'un passé. Et quand on prend chaque droit qui a été obtenu avec les luttes des féministes dans l'histoire, avec des hommes qui les ont soutenus, ce sont des droits qui à chaque fois ont été donnés avec des restrictions. Quand le droit à l'éducation pour les femmes a été donné et reconnu, c'était sous Napoléon III. Qui est-ce qui a été chargé de donner l'éducation? L'église! L'éducation qui était donnée aux filles, à ce moment-là, ce n'était pas du tout une éducation comme celle que recevaient les garçons et les hommes. Ce n'était pas les sciences, les mathématiques, etc. Non, c'était être de bonnes épouses et de bonnes mères. Elle faisait de la couture, qui a persisté jusqu'à d'ailleurs les années 70, mais elle ne faisait pas du tout la philosophie etc. Il a fallu donc d'autres groupes dans l'histoire, il y a eu à 50 ans d'absence de lutte sur ce terrain-là, parce que justement ce groupe-là avait obtenu des droits à l'éducation.

Il y a toujours, dans l'histoire des droits des femmes, une fois qu'un droit est obtenu, un blanc de 30 à 50 ans et c'est d'autres générations qui reprennent la lutte, parce que, tout à coup, on dit mais attendez le droit à l'éducation, nous, on ne fait pas d'histoire, on ne fait pas de philo, on ne fait pas de maths, donc voilà, on est cantonné aussi à la maison et à l'éducation des enfants, donc du privé. C'est à dire que ce que les syndicats combattent aujourd'hui, c'est toute la question qu'il n'y avait pas de correspondance entre le privé et le public. Ce sont les féministes qui, par

leurs luttes, ont mis en place justement la dénonciation que l'on n'avait pas à être cantonné dans des rôles sexués. Les rôles sexués, c'est ce qui a le plus empêché justement même la possibilité de déboucher sur le socialisme par exemple.

Aujourd'hui, c'est ça qu'on a battu en brèche. Mais quand on prend la question du travail, qui a été la grande lutte aussi dans l'histoire des droits des femmes, malheureusement, les syndicats étaient contre le droit au travail des femmes. Il a fallu avoir l'autorisation du mari pour travailler pendant longtemps. Ce sont des pesanteurs, elles sont encore là, elles sont présentes. Il faut que les syndicats entendent tout ça. Il faut qu'ils sachent d'où ils viennent. Les militants syndicaux et les militantes eux-mêmes les triment dans leur conception imaginaire et symbolique. Ils sont le résultat de ça, et si on ne fait pas un travail sur ça, on ne sait pas ce qui s'est passé.

Quand il y a eu ensuite le droit de vote, c'était terrible. Les femmes ont dû s'enchaîner à l'Assemblée nationale pour arriver à voter et on leur a donné le droit de vote au motif qu'elles avaient été de bonnes résistantes! Est-ce qu'un droit doit se donner parce qu'on a été de bonne résistance? Non. Un droit, c'est un droit. Et les droits des femmes sont toujours des droits à partir du mérite, jamais parce que c'est un droit!

Par la suite, le droit à l'IVG, ça a été pareil, le droit à la contraception... La reconnaissance du viol comme crime, c'était terrible ça aussi cette période-là. C'est très important qu'il y ait le lien qui soit fait dans les formations

entre l'histoire des droits des femmes, parce que c'est l'histoire des droits des peuples! Comment aujourd'hui les syndicats se trouvent dans une réalité sociale qu'ils doivent transformer? A partir de quelles préconisations vont-ils faire pour pouvoir justement arriver à la transformer complètement? C'est tout l'enjeu de la période mais c'est un enjeu passionnant.

Une dernière question. La période contemporaine que nous sommes en train de vivre actuellement, avec toutes les guerres, etc, une certaine recomposition du capitalisme, est-ce que l'on n'est pas aujourd'hui finalement en train de ramer à contre-courant parce que, en fait, derrière on parle de progrès social à travers l'évolution évidemment du droit des femmes, mais pas que celui des femmes, parce qu'on a bien compris que c'était lié au droit humain, aux droits des peuples qui est en train d'évoluer? Est-ce que vous ne croyez pas qu'il y a quand même une marche importante entre le combat qui est mené sur l'évolution des droits féministes et ce qui est en train d'évoluer au niveau du capitalisme aujourd'hui qui est en train de se recomposer?

Oui alors là, c'est classique par rapport à la situation actuelle au niveau international. Moi, je reviens de la conférence mondiale des droits des femmes pour faire l'évaluation des 30 ans de la plateforme finale d'action de Pékin, qui a été le texte le plus important du point de vue de l'avancée des droits des femmes, puisque les États qui avaient été présents en 1995 à l'ONU, les 187 états qui ont signé la

plateforme générale d'action sur 17 chapitres, ont été obligés de mettre en œuvre, depuis ce temps, depuis 30 ans, des politiques publiques d'égalité entre les femmes et les hommes. C'est le résultat positif qui correspond à une période où le mouvement féministe était très fort partout dans le monde. On n'est plus du tout dans cette période. Ce que j'ai vu, moi, l'année dernière à New York, puisque ça se passe toujours à New York, ce que j'ai vu, c'est qu'effectivement il y a eu une collusion entre à la fois des groupes intégristes de toutes religions, les suprémacistes par exemple américains sont très religieux. Il y a eu une collusion entre les masculinistes, qui sont très organisés maintenant depuis un certain temps, et puis tous ceux qui préconisent la reconnaissance du travail du sexe, comme on a eu une intervention hier après-midi. Ils ne sont pas du tout à titre individuel comme elle le faisait croire mais qui sont au contraire des organisations très présentes dans le monde entier, et qui sont à l'heure actuelle en train de s'organiser. Ces collusions entre ces 3 forces, contre les droits des femmes, à l'heure actuelle, prennent le dessus et fait qu'il y a un certain nombre de recul par rapport à un certain nombre de droits! Notamment, par exemple, hier après-midi, ce sont des personnes qui font de l'entrisme dans toutes les organisations, pour faire changer les positions! Faut en être vraiment conscient parce que c'est très important. Ils ont pris des mesures pour passer à une autre étape. Ça rencontre effectivement les prises de position d'un certain nombre d'états populistes, notamment en Europe,

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

puisque notre association est engagée sur le plan national, européen et international. C'est pour ça que nous étions dans les conférences mondiales notamment.

Maintenant, on voit que partout dans le monde, les droits des femmes reculent. C'est un indice parce que, quand les droits des femmes reculent, le reste arrive très vite! Ça se manifeste très nettement par rapport, par exemple, aux femmes afghanes et aux femmes iraniennes. C'est clair et net que là on est dans une situation de négation totale de l'être humain, l'existence des femmes comme personne humaine est niée. Si on ne réagit pas par rapport à ça, on ne sera pas capable d'assumer le reste. Beaucoup d'associations ont repris une analyse que l'on a faite, une analyse d'apartheid de sexe. C'est à dire que l'on reprend ce qu'a été l'apartheid, en Afrique du Sud, par rapport au noir. On dit maintenant quelle est la situation des femmes afghanes, qui est une négation de leur existence, la situation des femmes iraniennes, et la situation des femmes victimes de tous les intégrismes religieux. Et pas seulement l'intégrisme islamique, au sens non pas de la religion personnelle, mais la religion conçue comme religion d'Etat! C'est ça l'intégrisme. Tous ces intégrismes-là se rencontrent avec les populismes et l'extrême droite pour faire une mise en cause totale des droits des femmes, qui sera une mise en cause des droits humains fondamentaux. Donc là, on est dans une autre phase. C'est peut-être aussi les liens qu'il faudrait arriver à faire avec les syndicats, parce que c'est évident que l'on est obligé d'appréhender

tous ces phénomènes ensemble. On ne peut pas les faire chacun de notre côté. On est obligé de voir les interactions, de voir comment soi-même on se positionne, personnellement, collectivement en tant que syndicat, et de voir quel est l'apport que va être le syndicat à ces luttes-là.

Pour le moment, on vit une période où du fait que c'est mondialisé, parce qu'en fait la question que vous me posiez c'est comment on fait par rapport à la mondialisation du capitalisme, alors moi je ne sais pas s'il se régénère. Je vois que la phase à l'heure actuelle est le capitalisme oligarchique. Elle n'est pas une rupture tout à coup qui reviendrait réanimer, réactiver le passé. Non, il y a une continuité mais cette continuité présente des avancées, des reculs, parce que rien n'est linéaire. On est toujours dans une phase d'avancée et de recul même avec les droits syndicaux, les droits des femmes. Il faut bien les appréhender dans l'ensemble de leurs manifestations. C'est ça qui permet de comprendre la réalité des choses et surtout comment la transformer.

Peut-être un mot de conclusion.

Je dirais que ce qui s'est passé est très intéressant et très important. Là, sur ce colloque, on est dans le réel des choses. On n'est pas dans les idées seulement. On est dans le réel des choses. On travaille avec l'humain. Et ce qui a manqué aux organisations syndicales et politiques, c'était justement de faire le lien avec l'humain. C'est pour ça qu'on a eu énormément de gens qui ne sont pas restés dans les syndicats et les partis politiques. C'était la théorie d'abord, qui justifiait

le fait qu'on était bon militant ou pas bon militant, alors qu'en fait, non, ce n'est pas ça. Le militant, c'est l'expression d'une personne humaine et la personne humaine, c'est quelque chose de très complexe.

Donc on commence à travailler avec cette complexité, que ce soit les militantes féministes, les militants syndicalistes, les militants qui luttent contre l'invasion de ce que va être le monde par rapport à une non prise en compte de l'écologie, par rapport au racisme. Tout ça, il faut qu'on le travaille en même temps et ensemble. C'est ça qui est passionnant, c'est qu'on est dans une autre phase des luttes.

Je crois que la CGT l'a bien engagé. En tout cas, grâce aux femmes qui ont posé des problèmes et que les hommes aussi ont soutenu. On aura une autre phase à trouver, celle que les hommes ont quand ils sont victimes de violence. Parce qu'il y en a! Et la phase des victimes de violence chez les hommes ne se passe pas de la même manière et il faudra aussi le travailler. Mais il faudra le faire quand les hommes le diront, parce que le problème, c'est qu'on ne peut pas forcer l'être humain à parler de ces violences.

Là, les femmes ont parlé de leur violence parce que les féministes ont fait écho dans les syndicats de ce qui se passait. Les rencontres entre les 2 ont permis aux femmes dans les syndicats de parler et de mettre en place les cellules de veille. Maintenant, il y a une autre phase. On va la voir. Parce que ce qui est plus complexe chez les hommes, pour travailler beaucoup avec des hommes qui veulent, eux, être féministes, puisque, nous, notre

réseau est mixte, c'est la 2e et 3e phase du mouvement féministe qui est souvent des organisations mixtes, même si on a de du travail non mixte qui se fait sur, là par exemple, la question des violences. Les hommes ne sont pas dans ces secteurs-là. Mais, par contre, pour le reste, c'est mixte. On voit bien par exemple que les hommes ne commencent à penser, à comprendre, qu'eux-mêmes sont victimes de certaines violences. La violence de régénérer ou de transmettre le système patriarcal, c'est une violence pour les hommes. Ils n'en ont pas conscience. Pour pouvoir comprendre que c'est une violence, il faut qu'ils fassent un travail sur eux-mêmes de comment ils reproduisent les archétypes masculins de la domination patriarcale. Et ça, c'est tout un champ qui est en œuvre et ça va être la 3e phase pour moi.

Merci Monique DENTAL pour ces quelques mots pour Radio Mon Païs.

Interview de Christine CARLESSO, UD de l'Aude et co-pilote de ce colloque

TARBES – 3 avril 2026



Bonjour Christine, merci de répondre aux questions de Radio Mon Païs. Je

sais que tu as copiloté ce colloque. Quel est ton sentiment à quelques minutes de la fin de de ces 2 belles journées à Tarbes ?

Pour le moment, c'est un sentiment d'humilité, ça, c'est le premier sentiment. Le 2nd sentiment, c'est un sentiment de fierté et de responsabilité parce que, quand nous avons lancé l'idée d'organiser ce colloque, nous avions des idées sur l'état des violences sexistes et sexuelles dans la société et dans la CGT. Ce genre d'initiative ne s'était jamais fait et nous sommes partis d'une page blanche. Nous avons commencé à écrire un programme où nous avons voulu, dans un premier temps, à l'occasion de la première table ronde, poser des choses, l'histoire du féminisme, et 2nde table ronde, l'organisation, comment la CGT est organisée et quelle est la place des femmes dans l'organisation. La 3e table ronde qui se déroule ce matin est une table ronde difficile pour tout le monde. Elle évoque les violences sexistes et sexuelles, la question des violences mais la question, aussi, de la mise sous emprise. C'est des questions difficiles, c'est des questions qui impactent tout le monde, mais qui ont besoin d'être débattues, parce que l'on a besoin vraiment de débattre de tout ça. Et pour moi, ce colloque sera réussi si l'ensemble des participantes et des participants sont, comme le collectif, pleins de questions, sans aucune réponse pour le moment, parce que l'idée de ce colloque, c'est que tout le monde reparte avec des questionnements, homme comme femme. Parce que, quand même, en définitive, le combat féministe, on ne pourra

le mener qu'ensemble, femmes et hommes, parce que le patriarcat et le capitalisme utilisent toutes les formes de domination qu'ils peuvent avoir, patriarcale, religieuse, économique et, en définitive, c'est l'opposition des femmes et des hommes qui fait gagner le patriarcat et le capitalisme. Nous avons vraiment besoin de lutter ensemble.

Selon toi, Christine, où se situe la CGT aujourd'hui sur cette question-là, notamment à travers des débats qu'il y a eu hier, des débats particulièrement riches, des interventions de très haut niveau mais, la CGT, tu la situerais en progrès ? Quelque chose qui est en train de prendre forme de façon beaucoup plus prégnante aujourd'hui qu'il y a encore quelques années ? Qu'est-ce que tu en penses ?

Je dois dire que j'ai 67 ans, que je suis une militante féministe syndicale et politique depuis l'âge de mes 18 ans, que je vois comment les questions de parité ont pu évoluer et ont dû être imposées par les femmes, et c'est une violence, comment la participation des femmes dans l'organisation CGT a été poussive et difficile, et comment les jeunes militantes peuvent s'intégrer dans l'organisation. D'autant plus que la parole se libère et que les violences sexistes et sexuelles dont nous avons été victimes, les femmes de mon âge, et que nous avons tues, comment on intègre la question des violences sexistes et sexuelles pour permettre aux jeunes femmes et aux jeunes hommes de se poser les bonnes questions et d'avancer ensemble.

La CGT n'est pas à l'extérieur de

Femmes dans la société, Femmes dans la CGT... ..suite...

la société et la CGT a besoin de se confronter aux réalités. A telle enseigne, la première table ronde n'a pas été constituée que d'intervenantes de la CGT. Nous avons voulu faire rentrer la société dans le débat de ce colloque parce que, finalement, la CGT est comme la société, elle a ses travers et elle n'est faite que d'humaines et d'humains.

Merci Christine pour ces quelques réponses et donc on se met en position de pouvoir renouveler ce genre de rendez-vous, de le transposer éventuellement dans d'autres départements, peut-être dans d'autres régions ?

Ce colloque, c'est une première dans l'histoire de la CGT. Ça n'a jamais existé, c'est une première. Maryse DUMAS et Myriam LEBHKIRI sont enchantées de participer à ce colloque. C'est une première, c'est une originalité. Nos intervenantes, Soad BABA AISSA, de femmes solidaires, et Monique DENTAL, du réseau féministe « ruptures », étaient extrêmement ravies de pouvoir participer.

Moi, ce que je souhaite finalement, premièrement, c'est que tout le monde parte avec des questionnements sur ce que je fais ? Comment ça va ? Comment je dois le faire ? Qu'est-ce que je dois modifier ? Continuer le débat, continuer à se parler, avec toute la bienveillance et le respect que nous avons eu pendant ce colloque. Il y en a eu énormément, et d'émotion partagée. Ça, c'est important.

La 2e chose, c'est que toutes les UD de la région, tous les comités régionaux, toutes les fédérations et la Confédération, nous regardent, nous

observent. La réussite de ce colloque, ce que je souhaite, c'est qu'elle donne envie aux autres de faire. C'est en faisant, c'est en avançant ensemble, que l'on crée les conditions de la CGT que nous voulons pour demain.

Une dernière question, Christine. Je ressens le sentiment que c'est un thème qui te tenait particulièrement à cœur de développer au sein de la CGT ?

Oui. Comme je le disais, je suis une militante féministe depuis 1978. Et, en tant que militante féministe, quand j'observe les mouvements féministes et surtout les mouvements réactionnaires, tels que Némésis ou le syndicat de la famille, que personne ne connaît ou très peu, le syndicat de la famille, ce sont les fondateurs de l'ancienne Manif pour tous. Ça veut dire que l'extrême droite se transforme. Et transforme sa façon d'interagir, et notamment avec les femmes. Les dernières élections ont montré qu'il y avait beaucoup de jeunes femmes qui militaient dans les partis d'extrême et ça, ça m'a interrogé en tant que militante féministe.

Je me dis que ce colloque, il a une utilité. Et s'il a au moins celle-là, tant mieux !

La dernière chose que je voulais vous dire, c'est que dans le cadre de la préparation de ce colloque, dans le collectif qui l'a préparé, ça a fait remonter énormément de choses chez chacune et chacun, beaucoup d'émotion parce que chacune et chacun a vécu dans sa vie des moments plus ou moins difficiles, plus ou moins douloureux, en tant que femme et en tant qu'homme, et ces émotions-là, nous les avons ressenties pendant les 2 jours donc ça veut dire que nous avons tapé juste ! Nous avons tapé juste et il faut vraiment continuer parce que l'extrême droite est au pouvoir. Il n'est même pas minuit moins une, il est peut-être même trop tard, je ne le souhaite pas, mais, en tout cas, la CGT, sur les idées d'extrême droite et sur la condition de la femme, en général, et dans la société, a vraiment toute sa place.

Merci Christine pour cet entretien pour Radio Mon Païs.



GAGNONS LA BATAILLE DES IDÉES !



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ELLE BOSSE
POUR VOUS
OU CONTRE VOUS ?

COMMANDEZ
CE NUMÉRO

Coder origine : CLARICE

LA VIE OUVRIÈRE #17 - PRINTEMPS 2026

Adresse d'expédition (Écrire en lettres capitales, merci)

* Champs obligatoires

Je commande la Vie Ouvrière #17

Syndicat/Société (Si nécessaire à l'expédition) _____

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom* _____

Prénom* _____

N°* _____ Rue* _____

Code postal* _____ Ville* _____ Tel. _____

Fédération ou branche professionnelle _____

UDI _____ Courriel* _____

Ref.	Désignation	Prix unitaire	Qté	Montant total
00172026	LA VIE OUVRIÈRE #17	9.50 €		

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à : La Vie Ouvrière
Case 600, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil cedex
commercial@nvo.fr - 01 49 88 68 50

N° chèque (à l'ordre de La Vie Ouvrière)

Banque

Nous collectons ces données afin de gérer votre commande. Nous utilisons également votre adresse électronique pour vous adresser des publicités concernant des produits analogues à ceux que vous commandez. Si vous ne souhaitez pas recevoir de telles sollicitations, cochez la case ci-dessous : ☐ Je m'oppose à ce que la Nouvelle SA La Vie Ouvrière me propose par courriel des produits analogues à ceux que j'ai déjà commandés.

ABONNEZ-VOUS !

- 4 numéros papier / an
- Versions numériques
- nvo.fr en illimité
- Newsletter

À PARTIR DE 5€ PAR MOIS
1 AN D'ABONNEMENT



Abonnez-vous en ligne
sur nvoboutique.fr

Soutenez
une presse syndicale
indépendante
et engagée.

Retrouvez toutes nos revues sur nvoboutique.fr

#3 / NVO - La Nouvelle Vie Ouvrière

La_NVO

@La_NVO



Comité Régional
Occitanie